



COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Sous-Comité de statistique

Première session  
18-20 février 2004  
Bangkok

**RAPPORTS SOUMIS À L'EXAMEN DU SOUS-COMITÉ: QUESTIONS  
SOULEVÉES À LA SUITE DE LA PREMIÈRE SESSION  
DU COMITÉ DE LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ**

(Point 9 a) de l'ordre du jour provisoire)

*Note du secrétariat*

**RÉSUMÉ**

Le Comité de la réduction de la pauvreté a tenu sa première session du 8 au 10 octobre 2003. Le présent document résume les principales questions de fond soulevées lors des débats du Comité et portées à l'attention du Sous-Comité de statistique.

1. Le Comité de la réduction de la pauvreté, l'un des trois comités thématiques créés en vertu de la résolution 58/1 du 22 mai 2002 sur la restructuration de l'appareil de conférence de la Commission, a tenu sa première session à Bangkok du 8 au 10 octobre 2003. Le Sous-Comité de statistique est l'un des deux Sous-Comités devant faire rapport au Comité de la réduction de la pauvreté, ainsi qu'il est indiqué à l'annexe I, où l'on trouvera un schéma de l'appareil de conférence actuel. Le rapport du Comité sera transmis au Sous-Comité; la présente note contient un résumé des principales questions de fond soulevées lors des délibérations du Comité et portées à l'attention du Sous-Comité.

2. Le Sous-Comité de statistique n'est pas doté d'un mandat distinct et ce sont les dispositions pertinentes du mandat du Comité de la réduction de la pauvreté qui s'appliquent (voir annexe II). Une disposition particulièrement pertinente pour les statistiques et le Sous-Comité dispose ce qui suit:

[Le Comité...]

3. Examine et analyse les progrès du développement statistique dans la région, aide à renforcer les infrastructures statistiques nationales et promeut l'amélioration qualitative des statistiques, notamment dans les domaines suivants:

a) Amélioration et harmonisation des méthodes de mesure de la pauvreté et des statistiques économiques et sociales connexes;

b) Domaines statistiques prioritaires recensés par les pays membres et membres associés, dont notamment les domaines suivants: comptabilité nationale, secteur informel, statistiques sexospécifiques, statistiques environnementales et statistiques sur les technologies de l'information et de la communication et sur l'économie à forte intensité de connaissances.

3. À la suite des discussions tenues pendant sa première session, le Comité a estimé qu'il avait, conformément à son mandat, donné au Sous-Comité des orientations générales sur les questions à examiner et l'ordre de priorité de ses travaux. Il s'est félicité du fait que le projet d'ordre du jour provisoire de la première session du Sous-Comité ne portait pas uniquement sur les statistiques de la pauvreté mais qu'il prévoyait également un échange de vues sur plusieurs domaines importants des statistiques jugés prioritaires par les pays et étroitement liés à la mesure de la pauvreté. Après la session du Comité, le secrétariat s'est efforcé de prendre en compte les observations formulées au cours des débats et a établi l'ordre du jour provisoire de la présente session du Sous-Comité après que les bureaux nationaux de statistiques aient eu l'occasion de formuler des observations.

4. Le rapport du Comité sur le point de l'ordre du jour traitant directement des statistiques et intitulé «Les statistiques de la pauvreté: statistiques nécessaires pour mesurer la pauvreté», est reproduit à l'annexe III. On prévoit que plusieurs questions soulevées dans ces paragraphes auront déjà été examinées par le Sous-Comité au titre d'autres points de l'ordre du jour, notamment du point 6 concernant les statistiques de la pauvreté, et c'est pourquoi nous ne les reprendrons pas ici.

Le Comité pourrait néanmoins souhaiter prendre note de ces questions, dont certaines revêtent un caractère général et d'autres traitent expressément des statistiques, et qui appellent une action de la Commission ou sont portées à son attention, à savoir:

a) Le Comité a recommandé que la CESAP, en tant que seule organisation intergouvernementale régionale concernée par tous les aspects du développement économique et social, joue un rôle de premier plan pour ce qui est de mettre en commun l'expérience de développement des pays de la région et d'assurer le développement de la coopération et de l'échange d'idées et d'information.

b) Il a recommandé que toutes les parties concernées, y compris les donateurs bilatéraux, les organisations internationales, les gouvernements et la société civile, coopèrent et coordonnent leurs efforts en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. L'Organisation des Nations Unies devrait jouer un rôle actif pour que ces efforts soient couronnés de succès.

c) Il pensait que la CESAP pouvait aider et faciliter le renforcement du partenariat entre pouvoirs publics et société civile en vue de la réduction de la pauvreté.

d) Il a été informé des réformes mises en œuvre par les pays au titre de la décentralisation. Ces réformes présentaient de nombreux avantages, mais il restait à résoudre des problèmes de coordination entre les différents niveaux de gouvernement. Le Comité a recommandé que la CESAP contribue à la mise en commun de données d'expérience entre les pays qui avaient entrepris des réformes visant à la décentralisation. Cela contribuerait à relever les défis posés par la décentralisation.

e) Il a recommandé que la CESAP, ainsi que d'autres institutions multilatérales, apportent une assistance technique aux pays qui avaient entrepris de réformer leur système budgétaire en mettant en place la budgétisation opérationnelle pour une utilisation plus efficace des ressources des pouvoirs publics et, à long terme, en passant de la méthode opérationnelle à la méthode avancée, c'est-à-dire à une budgétisation sur la base zéro.

f) Il a encouragé la CESAP à accroître ses efforts de réseautage pour une plus grande cohérence dans l'identification et la reproduction des interventions en matière de réduction de la pauvreté. Il a instamment prié le secrétariat de mettre tout particulièrement l'accent sur la création et le renforcement de la capacité des organismes d'exécution à formuler et à mettre en œuvre des programmes de réduction de la pauvreté. Il a notamment insisté sur la nécessité de renforcer la capacité des organismes locaux d'exécution puisqu'il reconnaissait que les micro-interventions étaient plus efficaces.

g) Il a noté que la qualité de la mesure de la pauvreté au niveau national dépendait de l'ensemble du système statistique national.

h) Il a estimé qu'il fallait un plan d'action régional pour améliorer les statistiques de la pauvreté et appuyer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et a suggéré que le Sous-Comité de statistique soit chargé d'établir un projet de plan. Un intervenant a exprimé l'avis que les plans d'action sur les statistiques de la pauvreté ne devaient pas inclure le suivi de l'évolution de la pauvreté à l'échelon national.

i) Il a noté que pour bien analyser la pauvreté il fallait des données de bonne qualité et une information fiable.

j) Il a souligné que, dans les enquêtes, les sondés devraient être considérés comme des clients du système statistique national et que les méthodes employées et les résultats obtenus devraient être aussi largement diffusés et aussi faciles à utiliser que possible.

k) Il a noté l'intérêt pour les organismes statistiques de permettre un accès facile aux microdonnées, grâce aux sites et par d'autres moyens, en veillant à respecter strictement le principe de la confidentialité des données de caractère personnel.

l) Il a souligné l'importance de la transparence quant aux sources des données collectées et aux limitations imposées à l'interprétation des données par les techniques et méthodes d'enquête.

m) Il a recommandé que les statisticiens de la pauvreté et les planificateurs des politiques considèrent les médias comme des alliés et qu'ils entretiennent activement leurs relations avec leurs représentants.

n) Il a souligné l'avantage qu'il y avait à relier les résultats de différentes enquêtes sur les ménages et à permettre ainsi l'intégration des données sur les dépenses et les revenus, d'une part, et les autres données socioéconomiques, d'autre part.

o) Il a appelé à un effort international accru en vue de mettre au point de nouvelles méthodes de mesure de la pauvreté et de normaliser les concepts et les méthodes dans ce domaine.

p) Il a enfin mis l'accent sur l'importance d'accorder la priorité et des ressources suffisantes à la collecte des données administratives nécessaires au suivi des objectifs de développement; il a souligné que les bureaux nationaux de statistique devraient traiter les fournisseurs de données administratives comme de précieux clients et partenaires.

5. On trouvera exposés ci-après certains points figurant dans le rapport du Comité dont le Sous-Comité souhaitera peut-être prendre note:

a) Le document du secrétariat sur les questions relatives au financement et à la mobilisation des ressources afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement concernant la pauvreté monétaire soulevait de nombreuses questions se rapportant aux prescriptions en matière de données. Le Comité a fait observer qu'une méthode fondée sur un modèle pour estimer le coût financier des objectifs pourrait être très difficile à appliquer dans beaucoup de pays en l'absence des données statistiques nécessaires.

b) En examinant le projet concernant l'appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, le Comité a relevé que la pénurie de données pertinentes et fiables constituait un obstacle majeur à l'élaboration du rapport sur les progrès régionaux dans la réalisation de ces objectifs. Il a par conséquent encouragé le secrétariat à redoubler d'efforts pour renforcer les capacités statistiques nationales. Une fois améliorées la qualité et la disponibilité des données, le secrétariat pourrait établir un rapport plus exhaustif en 2005. Le Comité a été informé que l'Institut de statistique pour l'Asie et le Pacifique, sous réserve d'obtenir des ressources du PNUD, lancerait un projet visant à promouvoir le renforcement des capacités statistiques aux fins de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

c) Le Comité a noté la distinction à faire entre, d'une part, le seuil de pauvreté national et, d'autre part, le seuil de pauvreté international de un dollar par jour fondé sur la parité du pouvoir d'achat (PPA) qu'avait établi la Banque mondiale. Il estimait que le seuil de pauvreté national utilisé par les gouvernements dans leur lutte contre la pauvreté avait une plus grande validité opérationnelle que le seuil international qui avait simplement été créé aux fins de comparaison internationale et dans le cadre de l'action internationale de mobilisation des ressources pour aider les pays pauvres. Le Comité s'est préoccupé de ce que l'adoption du seuil de pauvreté international par les pays de la région pourrait donner des taux de pauvreté plus élevés qu'avec le seuil de pauvreté national.

d) Le Comité a estimé que le secrétariat devrait coordonner étroitement son action avec celles d'autres institutions s'occupant de réduction de la pauvreté et de statistiques connexes, comme le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques ou du Partenariat statistique au service du développement à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle (PARIS21), par la mise en commun de l'information. À cet égard, le secrétariat avait consulté d'autres instances, notamment l'Institut de la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, concernant l'élaboration d'un projet de plan d'action régional sur les statistiques de la pauvreté et avait essayé de coordonner son action avec le secrétariat du Partenariat PARIS21 en vue de ses prochaines réunions dans la région. Le Comité a également souligné qu'une coordination et une coopération meilleures entre les organisations de développement à tous les niveaux contribueraient à renforcer l'efficacité des projets du secrétariat et noté l'engagement pris par celui-ci pour améliorer la coordination régionale et promouvoir la création de synergies avec les projets de développement mis en œuvre par d'autres organismes des Nations Unies.

e) Enfin, en adoptant l'avant-projet de plan à moyen terme pour la période 2006-2009, le Comité a estimé qu'il faudrait ajouter au plan une activité d'appui au développement de la collecte de données statistiques dans la région en vue d'assurer la comparabilité des données et le rapprochement des méthodes. Il est proposé que cette question soit examinée dans le cadre des débats du Sous-Comité sur les questions relevant du programme.

6. Le Sous-Comité est invité à formuler des observations sur les questions exposées ci-dessus ou toute autre question soulevée à la première session de Comité de la réduction de la pauvreté.



*Annexe II***MANDAT DU COMITÉ DE LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ**

A. La pauvreté constitue le principal problème de développement des pays en développement de l'Asie et du Pacifique, qui abrite les deux tiers de la population pauvre du monde. Les objectifs de développement de la Déclaration du Millénaire, qui appellent à réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de personnes vivant en état d'extrême pauvreté, traduisent le besoin urgent d'une action efficace pour la réduction de la pauvreté. Phénomène pluridimensionnel et dynamique, la pauvreté présente des aspects complexes et interdépendants qui exigent une action focalisée et intégrée dans les domaines économique, social et environnemental.

Dans ce contexte, le Comité de la réduction de la pauvreté sert de forum régional pour aider les membres et membres associés à atteindre les objectifs suivants: a) élaboration de stratégies et de politiques pour la réduction rapide et soutenue de la pauvreté et l'amélioration de la qualité de vie des pauvres; b) renforcement des infrastructures statistiques nationales de collecte, d'analyse et de diffusion des statistiques par la promotion des méthodologies courantes de comparaison interpays et l'amélioration qualitative des statistiques, c) développement des expériences en matière de pratiques optimales de réduction de la pauvreté, tant urbaine que rurale, et mise en commun des données d'expérience.

Le but du Comité est de permettre aux membres et membres associés de la CESAP de mieux concevoir et appliquer les politiques en faveur des pauvres et les stratégies visant la réalisation des objectifs de développement de la Déclaration du Millénaire.

B. Le Comité, sous la supervision générale de la Commission:

1. Examine les progrès accomplis et les obstacles rencontrés dans la réalisation des aspects quantitatifs et qualitatifs des objectifs de développement de la Déclaration du Millénaire.

2. Analyse les tendances et les faits nouveaux aux niveaux mondial et régional, notamment les problèmes économiques et sociaux émergents, qui ont des incidences sur les niveaux de pauvreté dans la région, en mettant spécialement l'accent sur la recommandation de politiques propres à favoriser une croissance économique favorable aux pauvres et à prévenir les inégalités.

3. Examine et analyse les progrès du développement statistique dans la région, aide à renforcer les infrastructures statistiques nationales et promeut l'amélioration qualitative des statistiques, notamment dans les domaines suivants:

a) Amélioration et harmonisation des méthodes de mesure de la pauvreté et des statistiques économiques et sociales connexes;

b) Domaines statistiques prioritaires recensés par les pays membres et membres associés, dont notamment les domaines suivants: comptabilité nationale, secteur informel, statistiques sexospécifiques, statistiques environnementales et statistiques sur les technologies de l'information et de la communication et sur l'économie à forte intensité de connaissances.

4. Promeut l'échange de données d'expérience et le transfert des pratiques optimales en matière de réduction de la pauvreté, ainsi que le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, en mettant notamment l'accent sur:

a) L'intégration de la réduction de la pauvreté, du développement durable et de la protection de l'environnement;

b) L'intégration de la réduction de la pauvreté et de la dynamique démographique et des migrations;

c) Le renforcement de la position économique et sociale des pauvres par une démarche axée sur les besoins, le développement et les droits;

d) L'accroissement de la participation des pauvres aux décisions par le canal des organisations communautaires;

e) L'incitation à la mise en place de technologies de l'information et de la communication viables et abordables, axées sur les besoins des pauvres.

5. Examine et évalue l'exécution et l'efficacité du programme de travail pertinent de la CESAP et fait des recommandations à la Commission concernant les programmes de travail à venir; ce faisant, s'assure que les questions intersectorielles, notamment les préoccupations particulières des pays insulaires du Pacifique, des pays en développement sans littoral, des pays les moins avancés et des économies en transition, ainsi que l'environnement, la valorisation des ressources humaines et la participation des femmes au développement, sont adéquatement traitées.

6. Renforce la liaison avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales régionales et bilatérales ainsi qu'avec les organismes du secteur privé en vue d'appuyer les politiques et stratégies de réduction de la pauvreté tendant à maximiser les synergies et à éviter les doubles emplois.

7. Aide à développer la collaboration et les activités communes avec les organismes compétents du système des Nations Unies pour réduire le plus possible les chevauchements et les doubles emplois et à renforcer la liaison avec les institutions financières, les organismes de développement ne faisant pas partie du système des Nations Unies, les organisations du secteur privé, les organisations non gouvernementales et les pays donateurs, dans la région de la CESAP et à l'extérieur, en vue de tirer le meilleur parti possible des ressources disponibles et d'améliorer l'efficacité et l'impact des activités de la Commission face aux grands enjeux de développement concernant la région.



8. Travaille en étroite collaboration et en coordination avec les autres organes subsidiaires de la Commission.

9. Exécute les autres activités que la Commission peut occasionnellement lui assigner en matière de réduction de la pauvreté.

Dans le cadre de son mandat, le Comité recense les tâches à entreprendre au cours d'une période donnée. Pour chacune d'elles, il indique les résultats attendus, fixe le calendrier d'achèvement et contrôle l'exécution et l'efficacité.

Le Comité se compose de tous les membres et membres associés de la Commission.

Le Comité se réunit tous les deux ans et soumet son rapport à la Commission en vue de faciliter les débats sur la réduction de la pauvreté.

Le Comité est assisté dans son travail par les deux sous-comités suivants:

- a) Sous-Comité des pratiques de réduction de la pauvreté;
- b) Sous-Comité de statistique.

Le Comité examine les aspects de politique générale de la réduction de la pauvreté; les sous-comités, de leur côté, se concentrent sur les aspects sectoriels spécifiques des tâches assignées au Comité en vertu de son mandat.

Les sous-comités se réunissent dans l'intervalle des sessions du Comité, de préférence en alternant les années. Le Comité leur donne les directives d'ensemble concernant les problèmes à traiter et l'ordre de priorité des travaux, ces directives guidant les sous-comités pour la fixation de leur ordre du jour. Le Comité a la faculté de décider qu'en plus des années où le Comité lui-même ne se réunit pas le Sous-Comité de statistique peut se réunir les autres années afin d'examiner des questions particulières du type visé à l'alinéa b) du paragraphe 3 ci-dessus. Les rapports des sous-comités sont soumis au Comité à sa session suivante pour servir de base à ses travaux d'ordre intersectoriel et thématique. S'agissant des rapports du Sous-Comité de statistique portant sur les questions visées à l'alinéa b) du paragraphe 3, le Comité les examine et, en outre, les met le cas échéant à la disposition des autres comités, en tenant compte des recommandations du Sous-Comité de statistique.

*Annexe III*

**EXTRAIT DU RAPPORT DU COMITÉ DE LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ  
(BANGKOK, 8-10 OCTOBRE 2003)**

**B. Statistiques de la pauvreté: statistiques nécessaires pour mesurer la pauvreté**

30. Le Comité a examiné ce point de l'ordre du jour à partir du document du secrétariat E/ESCAP/CPR/2, intitulé «Sources de données pour l'analyse de la pauvreté»; il a aussi entendu à ce sujet un exposé du Bureau de statistique australien sur l'importance des statistiques pour assurer une bonne politique et une bonne planification ainsi qu'un exposé du Bureau de statistique thaïlandais, qui donnait le point de vue des producteurs de données sur l'analyse de la pauvreté.

31. Décrivant les principales sources de données sur la pauvreté, le document fait observer que la qualité des mesures et des indicateurs de la pauvreté dépend directement des données statistiques de base utilisées. Une meilleure connaissance des limites et des incertitudes des mesures de la pauvreté devrait aider à améliorer les conclusions de politique générale qu'on peut en retirer. Le Comité a relevé que la pauvreté était un phénomène à dimensions multiples qui ne pouvait être complètement décrit que grâce à un grand nombre de mesures et de sources. Ainsi donc, la qualité des mesures de la pauvreté reposait sur l'ensemble du système de statistique national.

32. L'intervenant australien, statisticien et président de l'ancien Comité de statistique, a souligné dans son exposé le rôle essentiel de la statistique dans l'établissement d'une bonne politique et d'une bonne planification. Des informations statistiques de qualité étaient nécessaires à l'établissement des politiques et au suivi de leur incidence; des données solides pouvaient donc être considérées comme un investissement assurant une planification et des politiques de qualité. C'était effectivement le cas pour les statistiques de la pauvreté, qui devaient essentiellement permettre non seulement d'évaluer le nombre des pauvres mais aussi de déterminer qui ils étaient, où ils étaient et comment les aider au mieux. L'orateur a donné quelques exemples des besoins en statistiques de diverses opérations lancées à divers niveaux, mondial, régional, national et même local. L'information statistique devait être de bonne qualité pour soutenir l'analyse des politiques. Il fallait donc renforcer davantage les capacités statistiques de nombreux pays, y compris leur aptitude à analyser et à utiliser des données pour déterminer leur politique. Le Comité de la réduction de la pauvreté a été prié d'encourager les gouvernements de la région à œuvrer de concert pour améliorer les statistiques de la pauvreté et à y consacrer des ressources suffisantes aux niveaux régional et national.

33. La représentante du Bureau de statistique thaïlandais a donné le point de vue des producteurs de données sur l'analyse de la pauvreté. Son exposé traitait de la réponse apportée aux problèmes de la pauvreté grâce à diverses politiques; par exemple, la Thaïlande avait mis en œuvre plusieurs politiques et programmes nouveaux dont la réussite ne pouvait être évaluée et suivie que grâce à des données appropriées. Dans ce pays, la principale source de données nécessaires à l'analyse de la

pauvreté provenait de l'enquête socioéconomique sur les ménages, assez complète pour donner des informations aux niveaux sous-régional et provincial. Une autre source de données portant sur les besoins minimaux de base et collectées au niveau des communautés ne reposait pas sur des entretiens individuels et était donc moins fiables; de plus, elle ne donnait pas d'informations sur les dépenses et les revenus des ménages. On envisageait actuellement d'améliorer les données sur la pauvreté grâce à une enquête de suivi qui permettrait au gouvernement de mieux évaluer si les politiques de réduction de la pauvreté profitaient bien aux ménages pauvres, selon le but recherché. Le Comité a noté que l'expérience de la Thaïlande montrait bien qu'une bonne analyse de la pauvreté dépendait de la qualité des données.

34. Le Comité a apprécié le document du secrétariat sur les sources de données ainsi que les deux exposés qui, ensemble, constituaient une bonne base de discussion sur la façon d'améliorer les données sur la pauvreté aux fins d'analyse et de politique générale. Il a aussi relevé la nécessité de renforcer les infrastructures statistiques nationales et de favoriser l'amélioration de la qualité des statistiques afin de pouvoir mieux évaluer l'efficacité des politiques de réduction de la pauvreté.

35. Le Comité s'est réjoui de l'annonce que les Philippines envisageaient d'accueillir à Manille en octobre 2004 la Conférence internationale sur les statistiques officielles de la pauvreté: méthode et comparabilité. Cette conférence traiterait de la nécessité de mettre en place un mécanisme de convergence permettant d'examiner et évaluer la capacité des organismes nationaux de statistique d'effectuer une mesure officielle de la pauvreté et d'établir un plan de travail intégré destiné à institutionnaliser la compilation régulière de statistiques de la pauvreté pour une évaluation périodique et progressive de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Comité a relevé qu'il était souhaitable de coordonner les dispositions relatives à la Conférence avec celles concernant d'autres réunions, et notamment le forum de haut niveau rassemblant des statisticiens d'Asie et du Pacifique, qui était envisagé en application de la recommandation du Comité de statistique.

36. De nombreux membres du Comité étaient convaincus de l'importance pour un organisme statistique national de compter sur l'appui tant des responsables politiques que du grand public, appui nécessaire de par leurs rôles respectifs, le grand public fournissant les réponses aux enquêtes et les responsables politiques affectant les ressources destinées à l'information du public en matière de services statistiques. Le Comité a souligné qu'il fallait considérer les personnes interrogées clients du système et faire en sorte que les données, les méthodes et les résultats soient aussi largement disponibles et faciles à utiliser que possible. Les systèmes statistiques nationaux seraient d'autant plus à même de produire des statistiques de qualité permettant l'élaboration d'une politique appropriée que les citoyens sauraient apprécier l'importance des statistiques et seraient conscients de leur contribution, en tant que fournisseurs de données, à la compilation de statistiques précises. Alors, le taux de réponse s'améliorerait et le travail de l'organisme de statistique serait mieux apprécié.

37. Le Comité a noté qu'il importait que les services statistiques nationaux permettent un accès facile aux microdonnées, grâce à des sites Web ou à d'autres moyens, cela dans le respect total du principe de la confidentialité des données de caractère personnel. Si les utilisateurs recevaient des données utiles ainsi que des explications sur les systèmes et les méthodes de collecte de données, il en résulterait selon toute probabilité une demande accrue de statistiques de qualité qui renforcerait d'autant la raison d'être du système statistique. Le Comité a rappelé que la meilleure justification des ressources affectées aux services de statistique était leur utilité pour la population.

38. Comme les pays établissaient des indicateurs de la pauvreté à partir de différentes méthodes et de différentes hypothèses, le Comité a souligné l'importance d'assurer la transparence et donc de communiquer les sources qui étaient à la base de la collecte des données. Il a été d'avis que les utilisateurs de statistiques de la pauvreté devraient être informés en toute franchise des limites que certaines techniques et méthodes d'enquête pouvaient imposer à l'interprétation des données et que les organismes statistiques devraient publier des indicateurs de fiabilité des enquêtes statistiques. Il a recommandé que les statisticiens de la pauvreté et les concepteurs des politiques en la matière considèrent les médias comme des alliés et soignent particulièrement leurs relations avec les représentants de ces derniers, qui seraient ainsi mieux à même d'assumer leurs responsabilités en citant les statistiques de la pauvreté en les plaçant dans le contexte approprié (métadonnées) et en évitant de donner un tableau trompeur ou partial de la pauvreté.

39. Le Comité a constaté que plusieurs pays étaient intéressés à recourir aux enquêtes de suivi pour améliorer leurs données sur la pauvreté. Les données longitudinales ainsi obtenues permettaient de mieux comprendre l'évolution dans le temps des caractéristiques sociales des pauvres et permettraient aux gouvernements de mieux évaluer le succès des mesures de réduction de la pauvreté. Une observation répétée des mêmes personnes au cours d'un certain laps de temps permettait d'estimer la probabilité du groupe cible de tomber dans la pauvreté ou d'en sortir, par rapport à un groupe de personnes non visé par les mesures prises. Les bureaux statistiques nationaux pourraient avoir besoin de remodeler leur système d'enquêtes sur les ménages lorsqu'ils introduisaient un dispositif d'échantillonnage tournant dans leurs enquêtes actuelles. Par ailleurs, le Comité a souligné les avantages des efforts méthodologiques visant à relier les résultats des différentes enquêtes sur les ménages et à permettre ainsi l'intégration des données sur les revenus et les dépenses et d'autres informations socioéconomiques. L'appui de la CESAP et des pays avancés en matière statistique était à cet égard explicitement sollicité.

40. Le Comité a également relevé que les pays éprouvaient certaines difficultés à échantillonner des phénomènes rares, par exemple l'incidence de la pauvreté dans des zones très localisées où les nombres étaient plutôt faibles, et il a demandé à la CESAP de donner aux bureaux statistiques nationaux des indications sur les techniques d'échantillonnage statistiques les plus récentes.

41. Dans la plupart des pays où la pauvreté était mesurée régulièrement, la pauvreté monétaire retenait principalement l'attention, d'où l'accent mis sur une amélioration des instruments de collecte des données relatives aux enquêtes sur les revenus des ménages et/ou sur les dépenses. Le Comité s'est félicité que les pays adoptent de plus en plus une approche pluridimensionnelle pour mesurer la pauvreté et que d'autres sources de données, comme les enquêtes sur la population active, soient aussi envisagées à cette fin de façon à tracer le profil de la pauvreté sous des angles différents.

42. Le Comité s'est déclaré préoccupé par l'absence d'une mesure type de la pauvreté pouvant être utilisée à des fins de comparaisons transnationales. Un certain scepticisme s'est exprimé quant à la pertinence, aux fins des politiques nationales et du suivi, du seuil de pauvreté d'un dollar par jour (ou équivalent PPA), utilisé par la Banque mondiale et d'autres institutions internationales pour mesurer la pauvreté extrême dans le monde. Le Comité a demandé d'accroître les efforts internationaux pour mettre au point d'autres mesures et normaliser les concepts et méthodes, car ceux actuellement utilisés donnaient lieu à des interprétations et à des résultats différents.

43. Le Comité a été informé de la préparation, au titre d'un projet de la Division de statistique de l'ONU, d'un manuel sur les statistiques de la pauvreté devant être publié d'ici à 2005. La région de la CESAP pourrait apporter une contribution appréciable à cet ouvrage en en discutant à la prochaine session du Sous-Comité de statistique et dans d'autres forums.

44. Le Comité a appris qu'un nombre croissant de pays de la région de la CESAP réalisait des enquêtes sur les budgets-temps, dont les données étaient utilisées à des fins très diverses. Les données sur les budgets-temps sont de plus en plus considérées comme un instrument essentiel de recherche du comportement socioéconomique des différents groupes de population et de compréhension de l'incidence des politiques macroéconomiques sur les ménages. Le Comité a donc encouragé la CESAP à continuer de soutenir les pays qui avaient besoin d'aide pour réaliser des enquêtes sur les budgets-temps.

45. Le Comité a relevé qu'un bon nombre des données nécessaires pour assurer le suivi de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement étaient obtenues à partir de données administratives qui n'étaient pas fournies par les bureaux statistiques nationaux mais par les ministères. Il était essentiel que les gouvernements comprennent l'importance d'accorder la priorité et les ressources suffisantes à la collecte de données administratives: la production de bonnes données devrait être considérée comme un investissement et non pas comme un coût. Le Comité a reconnu qu'il importait que les bureaux statistiques nationaux entretiennent de bonnes relations avec les ministères concernés. S'ils traitaient les ministères comme des clients appréciés et leur fournissaient des rapports utiles à leur travail, ils seraient en mesure de s'assurer que les dispensateurs de données administratives emploient de bonnes méthodes et répondent en temps voulu.

46. Le Comité a constaté qu'environ 35 pays de la région s'étaient engagés dans le Programme de comparaison internationale (PCI) de 2004 pour actualiser et réviser les parités de pouvoir d'achat (PPA). Celles-ci étaient indispensables aux comparaisons de niveau de vie interpays et intrapays et à l'évaluation de l'étendue de la pauvreté dans le monde au moyen de la mesure d'un dollar PPA par jour (indicateur numéro 1 des objectifs du Millénaire pour le développement). Certains ont été d'avis qu'il serait utile que les États membres reçoivent des tableaux de séries chronologiques de PPA jusqu'au moment où des données PPA actualisées deviendraient disponibles par suite du PCI de 2004.

- - - - -